

Dossier des bateaux moteur à essence

Sont présentées ici les différentes démarches qui ont été faites à partir de l'été 2005 alors qu'une majorité de riverains exprimaient le souhait de voir interdire l'utilisation des moteurs à essence sur l'ensemble des lacs de la Chaîne des Lacs.

Le 26 juin 2005, le conseil d'administration de l'Association des riverains de la Chaîne des Lacs a reçu, démocratiquement des membres présents qui se sont exprimés par un vote majoritaire lors de son assemblée générale, le mandat « **d'entreprendre les démarches nécessaires pour abolir la présence de bateaux propulsés par des moteurs à essence sur l'ensemble des lacs couverts par la Chaîne des Lacs** »

Le 2 août 2005, l'Association des riverains de la Chaîne des lacs a demandé à la municipalité du Canton d'Orford d'entreprendre les démarches nécessaires pour interdire les bateaux à propulsion mécanique, sauf les bateaux propulsés par un moteur électrique alimenté par une batterie, sur l'ensemble des lacs couverts par l'Association.

Le 25 juin 2006, la municipalité du Canton d'Orford a procédé à une consultation publique qui a permis la présentation de mémoires relatives à l'abolition des bateaux à propulsion mécanique sur la Chaîne des Lacs.

Le 2 octobre 2006, le conseil municipal du Canton d'Orford a adopté à la majorité la résolution suivante : De demander à la Ministre des Affaires municipales et des Régions, autorité provinciale désignée en vertu de l'article 2 du *Règlement sur les restrictions à la conduite des bateaux*, qu'elle s'adresse au ministère des Transports du Canada pour que le *Règlement sur les restrictions à la conduite des bateaux* soit appliqué à la chaîne des lacs soit sur les lacs Bran-de-Scie (45° 24' latitude et 72° 12' longitude), Leclerc, des Monts et Simoneau (45° 24' latitude et 72° 11' longitude) afin que soit imposée la restriction suivante conformément à l'article 2 du *Règlement sur les restrictions à la conduite des bateaux* [DORS/72-208, refondu dans C.R.C.1978, chapitre 1407] Interdiction des bateaux à propulsion mécanique, sauf les bateaux propulsés par un moteur électrique alimenté par batteries.

De demander que l'inspecteur municipal ainsi que les agents du service de police, desservant la municipalité du Canton d'Orford, soient chargés de l'application du *Règlement sur les restrictions à la conduite des bateaux*.

Le 4 avril 2007, Transports Canada transmet à la municipalité d'Orford, des recommandations de moyens à mettre en place ainsi qu'une liste de renseignements complémentaires à fournir pour l'avancement de l'analyse du dossier.

Pour répondre aux recommandations du ministère des transports la municipalité a entre autres mis en place :

- un affichage adéquat pour les limites de vitesses sur les plans d'eau.
- l'installation de bouées sur 3 des 4 lacs
- une patrouille nautique

Le 5 novembre 2007, le conseil municipal adopte à la majorité la proposition du conseiller Michel Cousineau soit : Que le conseil renouvelle son appui à la demande d'interdire les bateaux à propulsion mécanique sauf les bateaux propulsés par un moteur électrique alimenté par batterie. De faire parvenir la présente au Ministre des Affaires municipales et des Régions et au Ministre des Transports du Canada.

Octobre 2008, une lettre type a été mise à la disposition des riverains désirant se mobiliser et s'exprimer auprès du Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités. Chaque membre a reçu copies et enveloppes pré-adressées à la chambre des communes.

Hiver 2009, réception d'une réponse négative du ministère des Transports du Canada.

Printemps 2009, suite à une demande d'accès à l'information, nous avons obtenu les dossiers complets des dernières demandes d'abolition de moteurs à essence qui ont été acceptées par le gouvernement fédéral. À la lecture des documents et des argumentaires déposés par les demandeurs ainsi que par les représentants de Transports Canada, il nous apparaît évident que notre demande aurait dû être acceptée. Ces nouveaux éléments nous permettaient de poursuivre nos démarches, cependant la préparation de l'élection municipale de novembre 2009 nous a forcés à retarder la relance du dossier.

Printemps 2010, une rencontre s'est tenue à la Mairie du Canton d'Orford le 15 mars 2010 à la demande de votre association. Cette réunion avait pour but d'échanger avec les nouveaux élus et de présenter les principaux dossiers supportés par l'ARCDL. Lors de cette rencontre, il a été constaté le peu d'intérêt accordé par le maire Bastien à vouloir supporter le dossier sur l'abolition des bateaux avec moteurs à essence sur nos plans d'eau.

27 juin 2010 lors de l'assemblée générale, il est adopté à la majorité de mandater le conseil d'administration pour trouver d'autres solutions possibles qui feraient avancer le dossier avec l'objectif de faire abolir l'utilisation des moteurs à essence sur l'ensemble des lacs.